https://ricochets.cc/Une-rentree-carpette-ou-un-grand-rentre-dedans-7810.html

Coup d'Etat sans chars : rentrée carpette ou grand rentre dedans ?

- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 30 août 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quelques remarques sur l'actu politique, le putsch macronien, les coups de force merdiatiques du bloc bourgeois, les révoltes à venir ou pas, etc.

Coup d'Etat sans chars : rentrée carpette ou un grand rentre dedans ?

7 SEPTEMBRE : NE PAS SE FAIRE CONFISQUER LA COLÈRE GÉNÉRALE PAR LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Le 7 septembre marquera-t-il une date clé ? Alors que nous avons un forcené à l'Élysée, la gauche social-démocrate, représentée par le NFP, appelle à une grande marche pour la démocratie dans une dizaine de jours. Un point de départ qui ne sera utile que s'il dépasse très largement le cercle des militants de gauche.

Nous devons tous et toutes reprendre le chemin de la rue, et ce chemin doit être à la hauteur de l'affront de voir un président mépriser, avec une simplicité déconcertante, plus des trois quarts de la population. Cela dépasse largement la mise à l'écart de Lucie Castets et d'un gouvernement de gauche. Macron insulte et méprise l'ensemble de celles et ceux qui n'ont pas voté pour sa minorité présidentielle. Ce qui arrive aujourd'hui avec Lucie Castets, arrivera demain avec n'importe quelle autre opposition. **C'est donc chaque manière de contester le pouvoir en place depuis sept ans qui vient d'être une nouvelle fois admirablement écrasée avec une condescendance sans égale. Celui qui a fait passer les lois contre le séparatisme est aujourd'hui le plus grand séparatiste de l'Hexagone. Il y a le roi savant, et nous, les gueux qui n'y comprenons rien. C'est lui, ou rien. Le rien, c'est nous. Nous ne sommes rien.**
Soyons tout.

Il ne s'agit donc pas tant de chercher à mettre la gauche au pouvoir que de mettre un coup d'arrêt à ce pouvoir vertical. La gauche n'est pas notre affaire ; changer le régime plutôt que son orientation politique est d'une importance bien plus grande et noble. **Nous devons porter un message fort le 7 septembre : contre le fascisme, le néolibéralisme autoritaire, et la social-démocratie. Nous devons porter un message contre la 5I République. Nous devons changer le régime.**

Le mouvement du 7 septembre ne doit pas se cantonner à l'électorat du NFP qui, par naïveté, désire voir

Copyright © Ricochets

arriver Lucie Castets comme celle qui les sauvera. Une chimère. Il y a quelques jours, Lucie Castets sortait toute souriante de son entretien avec Macron, et saluait « le dialogue constructif » avec le président. Soit ces gens sont d'une naïveté absolue, soit ils n'ont toujours pas compris la nature du pouvoir en place. Ce dernier ne reculera que s'il ressent physiquement la peur.

Le danger est grand qu'une récupération politique d'une crise institutionnelle sans précédent mène à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche trahissant, comme à chaque fois, le programme et la population, en profitant des institutions telles qu'elles sont, de la même manière que Sarko-Hollande-Macron.

« Un soulèvement n'a jamais paru aussi légitime et audible. Le clan au pouvoir n'écoute plus rien, il est barricadé dans sa forteresse, et piétine tous les principes établis, y compris les règles constitutionnelles qu'il prétend défendre. **Même la fameuse « République » dont se drapent les dirigeants pour conserver un semblant de légitimité est totalement bafouée. Le roi est nu. Les tractations politiciennes ou les bisbilles infinies sur la nomination d'un Premier Ministre n'intéressent plus personne. Nous n'en sommes plus là. L'urgence est de ne pas laisser passer ce coup de force de plus. Ce coup de force de trop**. » (Contre-attaque)

Si seule la gauche sort dans la rue, alors nous serons tous et toutes perdants. D'une part, elle ne sera très probablement pas écoutée, et sera marginalisée (voire criminalisée), comme c'est le cas depuis sept ans. C'est l'assurance que rien ne change et que quelques mesures achètent la paix sociale dans un régime qui, lui, fonctionnera toujours de la même manière. La victoire de la gauche n'est pas la victoire de la population. **Nous devons donc impérativement être ensemble le 7 septembre, contre l'offensive autoritaire de Macron, mais également pour réclamer un changement bien plus important qu'un simple changement d'orientation politique. Changeons de régime.**

S'il y a bien un jour où le peuple des Gaulois réfractaires, jamais satisfaits, doit montrer sa capacité à répondre au monarque, son unité dans la crise et la division, c'est en cette fin d'été.

(post de CND)

Remarques : agir pour une vraie rupture ou gober d'éventuelles miettes ?

L'enjeu va bien au-delà de la nomination d'un.e premier.e ministre NFP ou de l'application d'un (tiède et souvent contestable) programme NFP, l'enjeu c'est de se défaire de l'emprise du capitalisme et de ses rois/lobbies, de se défaire de la domination de l'étatisme, du sytème policier et de la technocratie, l'enjeu c'est de bifurquer vers de vraies démocraties (directes le plus possible, sans gouvernements ni partis) et des modèles de sociétés vivables/soutenables.

Une nouvelle resucée de la "sociale-démocratie" portée par la "gauche de gouvernement" ne pourrait pas faire illusion longtemps et, même si elle arrivait à exister et à dévier du programme macroniste, resterait à l'intérieur du système qui nous broie et détruit la biosphère.

A défaut d'insurrection générale et de révolution radicale, le minimum serait de faire tomber le macronisme et son bloc bourgeois, et d'obliger à un "Constituante" (une nouvelle constitution inventée sur un temps long par une assemblée décisionnaire tirée au sort, alimentée en idées par de nombreuses assemblées constitutantes locales - et bien sûr sans droit de vote ou de veto par les élus et institutions)

A nouveau, l'alternative est clair : soit s'aligner sagement sur les mots d'ordre des partis et syndicats, et alors s'enliser dans la triste résignation perdante d'avance, pour au mieux becqueter quelques miettes dans l'océan de mépris et de violences sociales du système en place, soit déborder et se révolter pour de bon afin de renverser la

table et espérer de vraies ruptures.
Refaire les tactiques perdantes de la lutte pour les retraites de 2023 (des manifs et des grèves éparses), ou y aller franchement dans l'insurrection générale ?

Les bourgeois et gras capitalistes se sont toujours plus radicalisés et installés, on le sait bien, rien ne bougera avec quelques manifs et des grèves sectorielles éparpillées.
Le bloc bourgeois ose tous les coups de force vu qu'il peut compter sur la férocité du système policier et sur des contestations "post gilets jaunes" qui sont jusque ici restées somme toute très "modérées" dans l'ensemble.
Sortir dans la rue le 7 septembre, ok, mais pas que la "gauche traditionnelle" et pour y rester le temps qu'il faudra, avec force grèves, occupations, blocages, et émeutes/sabotages si nécessaire.
Si on était vraiment en colère, la rentrée n'aurait pas lieu, il y aurait plutôt une grande sortie, ...dans la rue.

Coup d'Etat sans chars : rentrée carpette ou un grand rentre dedans ?

Avec la mégamachine, il ne peut pas exister de « demi-rupture »

Au fond, il ne s'agit pas tellement de « faire plier » l'autocrate du moment et sa clique de factieux gavés de fric, mais d'en finir avec les illusions dangereuses de la « sociale-démocratie », un modèle totalement encastré dans le techno-capitalisme et l'étatisme. A quoi bon renverser la macronie et son bloc bourgeois si c'est pour rester dans les bras étouffants et totalitaires de l'économie de marché et de l'Etat ?!
A quoi bon combattre la macronie et ses complices si c'est au final pour accepter, désirer et défendre le même modèle de société qu'eux ? Car les partis de « gauche de gouvernement » défendent encore le même système, celui de l'Etat-capitalisme, du système techno-industriel innovant, de la non-démocratie centralisée, de l'asservissement à l'argent et au Travail, de la domination par des systèmes impersonnels qui échappent aux peuples. La gauche du NFP ne vise qu'une simple variante à l'intérieur de ce système, ou alors elle fait aussi des promesses impossibles et irréalisables, incompatibles justement avec les fondements du système. **Avec la mégamachine, il ne peut pas exister de « demi-rupture », soit il y a un franche rupture, une bifurcation radicale, soit il ne s'agit que d'aménagements superficiels à l'intérieur du cadre qui reconduisent les mêmes impasses et atrocités.**

(par anonyme)

Copyright © Ricochets

Coup d'Etat sans chars : rentrée carpette ou un grand rentre dedans ? Cazeneuve, Valls..., voilà des candidats Â« de gauche Â» qui sont de droite qui plaisent au tyran

Coup d'Etat sans chars : rentrée carpette ou un grand rentre dedans ?

L'INVERSION DU RÉEL COMME MODE DE GOUVERNEMENT

Prisca Thevenot est une production typique de notre époque misérable. Fanatique macroniste, sans parole ni valeurs elle est officiellement la ministre chargée du « Renouveau démocratique » dans le gouvernement le plus autoritaire et anti-démocratique que la France ait connu depuis des décennies.

Si on devait chercher un équivalent, ce serait comme un Ministère de la paix dans le gouvernement de Poutine, ou un ministre de l'écologie chez Donald Trump.

Prisca Thevenot, mariée à un banquier, est une manageuse toxique avant d'être une politicienne. Cette année, pas

moins de 7 membres de son cabinet ont démissionné, dénonçant le harcèlement moral, les humiliations répétées, le « chantage affectif » et la « violence verbale » de la ministre.

Le 12 aout, elle déclarait sur Sud Radio : « Je crois qu'il y a une médaille d'or qu'on a oublié d'attribuer, c'est celle de de l'indécence et de l'anti-France pour La France Insoumise ». L'« anti-France », c'est un concept forgé par l'extrême-droite radicale depuis plus d'un siècle, qui servait à désigner les juifs, les communistes, et tous les ennemis intérieurs. Sous Vichy, ce terme a servi à justifier les rafles, la torture et la déportation de ceux qui étaient considérés comme des « corps étrangers » en France. Voilà l'imaginaire et les références de la ministre du « Renouveau démocratique » de Macron.

Au sein du gouvernement, c'est Prisca Thévenot qu'on envoie sur les plateaux télé pour asséner les pires énormités. C'est elle qui est chargée de détruire le sens des mots avec férocité, de dynamiter le réel.

Le 27 aout, sur Twitter, Prisca Thevenot a carrément qualifié de « coup d'état » la demande de l'opposition de respecter les résultats des élections de juillet. Voici son message, suite au refus de Macron de nommer une Première Ministre de gauche : « Le NFP veut obtenir par la force ce qu'il n'a pas obtenu par le vote. C'est cela qu'on appelle un coup d'État. »

La perversité est complète. C'est bien le camp Macron, minoritaire depuis 2022, doublement battu dans les urnes, qui met en place un putsch, tout en accusant ses opposants d'en être les auteurs !

Ce procédé est systématique : quand Darmanin déploie une violence policière inouïe contre les luttes sociales et écologistes, il les accuse par avance d'être violentes. Quand les dirigeants piétinent toutes les règles républicaines, ils accusent l'opposition d'être « anti-républicaine ». Les voyous en col blanc, parfois condamnés, qui nous dirigeant, sont les premiers à réclamer la « tolérance zéro » pour les délinquants. A présent, puisque tout est inversé, autant affirmer que le respect d'une élection serait un « coup d'Etat ».

Cette opération est concertée, puisque la ministre Rachida Dati aussi parle d'un « coup de force » de la gauche. C'est l'occasion de rappeler que Dati est mise en examen pour corruption.

Eric Ciotti utilise les mêmes mots : « Jean-Luc Mélenchon appelle à une grande marche. Inacceptable coup de force. Des procédés rappelant les ligues anti parlementaires des années 30. Le coup d'Etat permanent du NFP doit cesser. » **Un tel niveau de retournement est quasiment artistique. C'est Ciotti, le petit politicien d'extrême droite qui a organisé un putsch ridicule au sein de son propre parti en s'enfermant dans les locaux**, et qui s'est allié avec le RN, mouvement héritier du pétainisme, qui dénonce un coup de force et les fascistes des années 1930. Le camembert dit au maroilles qu'il pue.

Dans le même registre, Laurent Jacobelli, élu et porte parole du Rassemblement National, déclarait le 17 juillet sur LCI.« Aujourd'hui l'extrême droite s'appelle la France Insoumise ».

Enfin, un autre proche de Macron, François Bayrou, invité sur un plateau, se faire reprendre par la présentatrice Apolline de Malherbe qui lui dit qu'aux élections « il y a quand même eu un premier [le Nouveau Front Populaire] ». Il répond : « Non, il n'y a pas eu de premier ! »

Le réel n'a plus court. Les antifascistes sont traités de fascistes. Les néo-nazis se permettent de qualifier la gauche d'antisémites. Les anti-racistes sont accusés d'être eux mêmes des racistes. Les féministes seraient responsables du sexisme. Les gagnants des élections sont les perdants, et inversement. Les tyrans se déguisent en démocrates. La liberté c'est l'esclavage. Tout est renversé.

« Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien (...). Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez » expliquait Hannah Arendt à propos du totalitarisme. L'inversion est un mode de gouvernement.

Copyright © Ricochets

(post de Contre Attaque)

Une rentrée carpette ou un grand rentre dedans ?

LE COUP DE FORCE S'APPROFONDIT

Après s'être assis sur les élections, le gouvernement démissionnaire s'assied sur la Justice.
Le 1er ministre démissionnaire n'a pas réexaminé la demande d'agrément de l'association anticorruption Anticor, alors que le tribunal administratif de Paris lui a ordonné de le faire et de motiver sa décision sous quinze jours.. **Cette situation empêche de fait l'association de pouvoir agir efficacement en justice dans les 148 procédures en cours et dont plusieurs touchent la macronie et l'entourage d'Emmanuel Macron.**

(post de J Chastaing)

Le Monde S'abonner

Anticor : Matignon refuse de réexaminer l'agrément, malgré l'injonction du tribunal administratif

Le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, n'a pas réexaminé la demande d'agrément de l'association anticorruption alors que le tribunal administratif de Paris lui a ordonné, vendredi 9 août, de le faire et de motiver sa décision sous quinze jours.

Une rentrée carpette ou un grand rentre dedans ?

Post-scriptum :

le- En février 2025, Macron continue ses Â« consulations Â» pour la nomination d'un.e 1er ministre : après les conseillers municipaux, il consulte à présent les chefs d'établissement et les directions des impôts. ;-)

Copyright © Ricochets